



Presse Internationale

mensuel – n°43 – novembre 2006 - 1€ (soutien 2€)

LIT-QI

LIGUE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS - IV INTERNATIONALE
EN BELGIQUE

www.litci.org - lital.be@tiscali.be

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », K. Marx

éd. resp. : Jan Talpe - rue de l'Elan, 73, B10 - 1170 Bruxelles

Mexique : Insurrection d'Oaxaca

Arrêtons la répression ! p.7



« Oaxaca n'est pas en vente
Oaxaca ne se rend pas,
parce qu'elle a un peuple
avec beaucoup de dignité »

République Démocratique du Congo

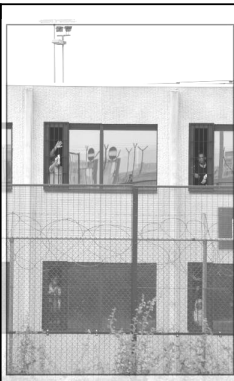
Une ère de paix, de stabilité et de développement ?

Polémique - p. 12

*Enfants en prison ?
NON*

**Manifestation de
St-Nicolas au centre fermé
127bis à Steenokkerzeel**

*Dimanche 3 décembre
14 h : Marche de la gare de
Nosseghem au centre fermé*



Aussi dans ce numéro :

AIP : enjeu de luttes - p.3

Elections : à la prochaine ? - p.4

Sans-papiers: on se mobilise ! - p.5

Liban - Palestine : même combat - p.14

Défense des combattants - p.16



La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky. Nous revendiquons la grande révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La Ligue Internationale des Travailleurs a actuellement des sections dans 17 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

La déclaration gouvernementale

A la mi-octobre, le gouvernement présentait sa déclaration de politique générale. Verhofstadt se montrait optimiste, pour deux raisons :

- pour la huitième année consécutive le budget est en « équilibre » ;
- la Belgique fait bonne figure dans ses « engagements internationaux ».

Le gouvernement se dit rassuré et affirme qu'il compte renforcer sa politique : « de réductions de charges, d'augmentation du pouvoir d'achat et des réformes ciblées, le tout soutenu par des finances publiques saines »¹.

Les directions des trois centrales syndicales se sont dites « satisfaites » de la déclaration du Premier Ministre, car elles constatent que le gouvernement se préoccupe de « la liaison des allocations sociales au bien-être ».

En effet, le gouvernement veut augmenter les allocations sociales et il fait le chantage de mettre 30 millions d'euros sur la table pour les salaires « s'il y a un accord social réussi ». Mais cette générosité vient de toute façon des caisses publiques, alors que le patronat bénéficie de nouvelles réductions de charges sociales, en plus des 6 milliards déjà accordés. Le gouvernement veut réduire les charges sur le travail de nuit, le travail en équipes et les heures supplémentaires, toujours afin de garantir la compétitivité, en fait, les bénéfices des patrons.

Le gouvernement affirme que des nouveaux emplois pourraient être créés, mais le patronat est plus catégorique : la fédération Agoria², « ...exprime sa satisfaction à l'égard des mesures de réduction des charges sur le travail en équipe et le travail de nuit », mais affirme que « ...cette mesure ne garantit pas pour autant l'emploi... »³, et la FEB a déclaré déjà début octobre qu'elle n'acceptera pas d'augmentation du salaire.⁴

Le gouvernement parle d'un « cap de 200 000 nouveaux emplois », de « placer la barre haute »⁵, comme s'il s'agissait d'un pari et il ne parle pas des conditions

de ce travail, comme les titres services avec lesquels on peut signer un contrat pour trois heures.

D'autre part, le gouvernement se félicite pour ses engagements internationaux. « Hier, notre engagement international a été récompensé ».⁶ La Belgique a gagné un siège de membre non permanent pour deux ans au Conseil de Sécurité des Nations Unies parce qu'elle a bien fait ses devoirs : le gouvernement forme les policiers irakiens, maintient une présence militaire propre au Congo, a engagé des troupes au Kosovo, en Bosnie, en Afghanistan, participe à des manœuvres militaires conjointes avec Israël et plus récemment a remédié à la défaite qu'a subit Israël au Liban, en y envoyant des troupes pour que l'Etat sioniste puisse se concentrer librement sur les attaques contre le peuple palestinien.

Sur cette question, le gouvernement n'a pas demandé l'avis aux syndicats, ni a personne d'ailleurs, même pas au parlement. Le coût, uniquement de la participation au Liban, est de 4 millions pour cette fin d'année 2006 et 20 millions pour 2007.⁷ C'est à dire, 24 millions d'euros que devront payer les travailleurs belges.

Pas de cadeaux aux patrons.

**Pas un euro, pas un soldat,
pour les troupes
d'occupation.**

**De l'argent pour la santé,
l'éducation et l'emploi.**

¹ <http://premier.fgov.be>

² Fédération des entreprises du secteur technologique et du métal

³ L'Echo 18/10/2006.

⁴ Le Soir, 06/10/2006.

⁵ L'Echo, 18/10/2006.

⁶ <http://premier.fgov.be>

⁷ <http://www.7sur7.be>

L'accord interprofessionnel : un enjeu de luttes

Les « partenaires sociaux », c'est-à-dire un groupe de travail sous la présidence des patrons,¹ entament au début de ce mois les négociations pour l'accord interprofessionnel (AIP) 2007-2008. Ils doivent parvenir à un accord pour la fin de l'année sans quoi, c'est le gouvernement qui tranche. Quelles perspectives pour les travailleurs ?

Lors des négociations précédentes (2005-2006), la base de la FGTB avait rejeté massivement l'accord négocié entre ces « partenaires sociaux » et le gouvernement était donc intervenu pour sauver la « paix sociale » et surtout pour garantir l'application de mesures dont seul le patronat pouvait se réjouir. La *norme salariale* (voir encadré) a été fixée à 4,5%, le niveau le plus bas depuis son entrée en vigueur (quand elle était de 6,1%). De même, l'accord prévoyait une extension du quota annuel légal d'heures supplémentaires (qui passe de 65 heures à 130 heures par an). Enfin, ce qui a été présenté comme une victoire pour les travailleurs, le relèvement des bas salaires, n'a fait l'objet d'aucune concession patronale puisque c'est l'élévation du revenu net des bas salaires qui a été obtenue, au détriment du salaire indirect (les cotisations qui alimentent la sécurité sociale).

Malgré les deux grandes grèves générales qui ont eu lieu en 2005, par lesquelles les travailleurs ont dénoncé non seulement le Pacte des générations mais de manière plus générale la dégradation continue de leurs conditions de vie et de travail, l'AIP pour 2007-2008 n'annonce rien de bon pour les travailleurs. La « *déclaration commune en vue de rendre l'économie plus compétitive en faveur de l'emploi* » adoptée en mars 2006 par les « partenaires sociaux » donne la couleur des prochaines négociations. Dans ce document en effet, les organisations syndicales rejoignent l'argument patronal selon lequel la modération salariale est nécessaire pour le bien-être, voire la « sauvegarde » de notre économie, que l'augmentation de la compétitivité des entreprises se solde automatiquement par plus d'emplois,...

Au mois de septembre 2006, un mois donc avant le début des négociations

interprofessionnelles, le patronat a encore obtenu des réductions des charges sociales sur le travail de nuit et en équipes et il est prévu d'ici fin 2006 de réduire également ces cotisations sur « les heures prestées en dehors des limites normales », soit sur les heures supplémentaires. Ces réductions de cotisations patronales, alors qu'elles ne cessent de s'intensifier depuis une dizaine d'années, n'ont jamais montré aucune efficacité en terme de création d'emplois. Elles grèvent par contre de manière importante le budget de la sécurité sociale. En « échange », les syndicats ont obtenu le relèvement des allocations sociales, une revendication essentielle portée depuis une bonne décennie par les organisations syndicales et les associations militantes pour le droit des allocataires sociaux, mais qui restent néanmoins trop faibles encore pour rattraper l'écart qui s'est creusé entre le niveau des salaires et celui des allocations sociales.

Face à cette « bonne volonté » dont font preuve les organisations syndicales, les représentants patronaux annoncent quant à eux qu'« ils ne feront pas de cadeaux ». Soutenus par le gouvernement, ils exigeaient ainsi fin 2005 une « remise en cause profonde » de l'indexation des salaires, voire sa suppression pure et simple. Cette détermination du patronat se manifeste également dans les déclarations de P.Timmermans, directeur général de la FEB, en prévision de l'AIP : rejetant catégoriquement toute augmentation salariale, il propose plutôt un salaire variable, modulable en fonction de la santé du secteur ou de l'entreprise.²

Les deux grandes organisations syndicales, la CSC et la FGTB, ont déposé un cahier de revendications communes pour les négociations de l'AIP 2007-2008. Cette unité, qui a fait

La norme salariale

En 1996 a été introduite la « norme salariale », la loi « relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité ». Elle établit que les augmentations salariales ne peuvent pas dépasser ceux des trois pays voisins. C'est un acquis des patrons, qui n'a créé aucun emploi et que les syndicats n'auraient jamais du accepter.

cruellement défaut lors des actions dirigées contre le Pacte des Générations, est plus que nécessaire ; mais cette unité doit servir à faire avancer les revendications des travailleurs et non à assurer l'unité des directions syndicales dans la collaboration avec les intérêts du patronat. Or, au vu des déclarations précédentes, des accords cités plus hauts et de la faiblesse du cahier de revendications syndicales, c'est davantage dans ce sens que semblent se diriger les représentants syndicaux.

Face à cela, les travailleurs doivent exiger dans chaque usine, dans chaque atelier, dans chaque bureau une lutte coordonnée dans tout le pays, en front commun, la seule façon de défendre nos intérêts. La direction syndicale doit mobiliser pour défendre les acquis, et non pour sauver les intérêts du capital.

**Pour un plan de lutte, discuté à la base et mis en oeuvre en front commun dans tout le pays.
Non aux diminutions des charges patronales !
Le pétrole dans l'index !
Pour une diminution du temps de travail sans perte de salaire et avec embauche compensatoire !**

¹ Le « groupe des 10 » où siègent deux représentants de la FGTB, deux de la CSC, un du syndicat libéral (CGSLB), deux représentants de la FEB, un représentant des classes moyennes, un des entrepreneurs indépendants (UNIZO) et un du Boerenbond (patronat agricole flamand). Ce groupe est présidé par le président de la FEB, J-C Daoust.

² Le Soir, 06/10/2006, « La FEB ne fait pas de cadeaux », B. Vaes.

A la prochaine ?

Les élections sont censées être l'expression suprême de la démocratie. A travers les élections, le « citoyen » est censé prendre son avenir en main et pouvoir décider de ce qui se fera ou pas dans le pays. Pour ce faire, il suffirait donc de voter pour une des têtes que l'on voit en photo à tous les coins de rue pendant la campagne.

Alors ? On se prépare pour les prochaines, ou y a-t-il d'autres moyens pour défendre les intérêts des travailleurs ?

Dans ces élections, l'hypocrisie électorale a atteint des sommets à Schaerbeek. Des accords secrets entre Ecolo et le PS avaient prévu que Laurette Onkelinx (tête de liste PS) y deviendrait bourgmestre, mais la méchante Isabelle Durant (Ecolo) a préféré oublier les accords et s'allier avec les libéraux. Onkelinx s'insurge contre cette « alliance contre nature » alors qu'elle avait elle-même placé une personnalité « allochtone » d'extrême droite en queue de sa liste pour gagner des votes ethniques dans un objectif purement électoraliste.

On peut citer de multiples exemples de ce cirque électoral dans d'autres communes et il est évident que, partout, on cherche en vain quelque programme proposé dans l'intérêt des travailleurs. Ces listes ne proposent que deux ou trois brouilles générales, et les personnalités ne font que se bagarrer pour gagner quelques mandats afin de se donner une « légitimité ».

Voilà donc la « démocratie » de la bourgeoisie. Si la grande majorité de la population s'y résigne, il y a quand même une certaine réaction. Il est tout d'abord intéressant de constater que, malgré que le vote soit obligatoire, il y a en général entre 5 et 10 % de personnes qui ne se sont pas déplacées ce 8 octobre. De plus, des électeurs effectifs, environ 5 % ont préféré voter blanc.

D'autre part, le rejet de cette mascarade par un vote d'extrême droite n'a heureusement pas fait une nouvelle percée, quoique le score de la peste brune se maintienne à son niveau déjà très élevé. Et une partie de la population s'est tournée vers les possibilités offertes par la « gauche radicale ».

Le PTB/PVDA passe au total de 5 à 15 sièges. Des membres du POS/SAP, présents sur des listes locales, ont maintenu leurs quatre sièges et en ont

presque obtenu un cinquième avec la liste Alternative Forestoise.

L'alternative à gauche ?

On doit constater toutefois, malheureusement, que la gauche qui se veut « radicale » entre, d'une certaine façon, dans ce jeu de la bourgeoisie, ce qui nous a motivé pour proposer le vote blanc.

Le MAS/LSP soutient le mouvement pour « une autre politique » avec Jef Sleenckx (ancien parlementaire du SP.a), qui ne cachait pas ses ambitions de devenir bourgmestre de Mol. Le POS, principal promoteur du mouvement pour « Une autre gauche » qui se veut « à gauche du PS et d'Ecolo », n'a pas hésité à se présenter sur les listes d'Ecolo ou de Groen.

Le PTB,¹ pour sa part, s'est proposé de devenir « le plus petit des grands partis, et non plus le plus grand des petits partis. » Chose faite. « *Le renouveau du PTB initié en 2004 [avec l'abandon de la politique de listes de travailleurs, comme la liste Maria] porte ainsi ses fruits [...] abandonnant un certain radicalisme.* » Maintenant, « *les candidats qui font la différence* » sont ceux qui apportent de l'eau au moulin électoral, comme, par exemple, miss Bruxelles ! Est-ce vraiment la candidate dont les travailleurs ont besoin pour faire avancer leur lutte, pour construire un parti pour la révolution ? Ici aussi, si le PTB invite à adhérer au parti et prendre une carte membre, c'est pour « *préparer les élections législatives de 2007* » et de conquérir « *un potentiel de 10 % des électeurs à gauche du PS et d'Ecolo* ».

A Hoboken, les deux sièges du PTB font porter à 11 le total des sièges des partis dits « démocratiques » contre 10 pour le Vlaams Belang. Nous sommes évidemment d'accord pour profiter de ce score afin d'évincer le VB du majorat. Mais les prétentions de ce parti « des travailleurs » vont bien au-delà. Il

envisage de participer au gouvernement de la bourgeoisie, comme faisait Vandeveld, dirigeant du Parti Ouvrier Belge, en 1916, et le Parti Communiste dans le gouvernement Van Acker après la guerre. Le PTB aussi proclame maintenant la collaboration de classe : « *Nous sommes des gens responsables [...] l'ingouvernabilité des districts n'est pas une option.* » On est loin des origines de ce parti, dans les années septante, qui portait le nom du slogan « *Alle Macht Aan De Arbeiders / tout le pouvoir aux travailleurs* » (AMADA).

Quelles alternatives ?

Pour nous, c'est précisément cela la solution, les travailleurs au pouvoir. Toutefois, nous n'envisageons pas cela comme la participation des travailleurs au pouvoir de la bourgeoisie, moins encore comme la construction d'un « relais » au parlement pour les y représenter. Toute participation dans le parlement et autres instances électives de la bourgeoisie ne peut être qu'un moyen, une tribune, pour soutenir les luttes et construire un pouvoir *propre* de notre classe. Telle était l'orientation des listes comme DEBOUT ou Maria, une initiative pour faire avancer la conscience des travailleurs sur le terrain politique.

Le pouvoir des travailleurs, cela signifie, dès à présent, développer les organisations propres de notre classe et y combattre toute mainmise bureaucratique.

C'est un travail long et difficile mais c'est la seule alternative conséquente pour en finir avec la domination du capital, et plus immédiatement pour faire face de manière conséquente à l'extrême droite.

¹ *Solidaire*, 4/10/2006 et 11/10/2006

France :

Voici un communiqué de la Coordination Nationale des Sans-Papiers (CNSP),
l'organisation des sans-papiers de France.

PREMIERE GREVE OUVRIERE POUR LA REGULARISATION DE SANS PAPIERS EMBAUCHES :

L'EXEMPLE DE MODELUXE DANS L'ESSONNE DOIT FAIRE TACHE D'HUILE !

Les ouvriers de la société Modéluxe à Chilly-Mazarin dans l'Essonne ont déclenché une grève avec occupation de leur entreprise.

Les travailleurs de l'entreprise, français, immigrés en situation régulière et sans-papiers, avancent la revendication de la régularisation des sans papiers embauchés par la société Modéluxe. Les travailleurs sont au total 150 dans cette société dont 22 sont sans papiers. Certains sans-papiers y travaillent avec fiche de paie depuis plusieurs années.

Cette grève de tous les ouvriers sur une telle revendication est une première dans l'histoire sociale exemplaire de la France. Et la CGT, première organisation syndicale du pays, prend entièrement ses responsabilités conformément à son histoire et à ses valeurs historiques en organisant le combat social pour l'égalité de statut entre les travailleurs, sans discrimination ethnique, raciale ou sur l'origine.

Avec ou sans papiers nous sommes tous des travailleurs, telle est la devise fondement de l'unité et de la solidarité ouvrière que la classe ouvrière de Modéluxe traduit dans la vie.

L'entrée en scène du mouvement ouvrier organisé dans les entreprises par la grève solidaire est un début, un commencement, une première, un tournant important et décisif dans le combat des sans papiers pour la régularisation globale. Mais nous ne sommes nullement surpris, même si nous savons parfaitement à la CNSP que ce n'est pas chose aisée et facile. Nous ne pouvons que rappeler qu'un aspect fondamental de notre ligne politique stratégique à la CNSP a toujours été de définir la lutte des sans papiers pour les papiers pour tous comme entièrement partie prenante du mouvement social de France.

Comme nous n'avons cessé de l'écrire depuis 10 ans, l'émergence de la lutte des sans papiers le 18 mars 1996 doit beaucoup au mouvement gréviste de novembre/décembre 1995. Peu se rappellent aujourd'hui que lors de cette formidable lutte sociale gréviste, la classe ouvrière cheminot, puis les autres secteurs du monde du travail qui se sont remorquer à la locomotive des ouvriers du rail ont posé lors des grandes manifestations d'alors dans différentes villes de France des actes de solidarité en direction des sans-papiers. C'est ainsi que les ouvriers d'EDF actuellement en voie de privatisation ont d'autorité rétabli le courant dans des squats où des sans-papiers et sdf s'étaient réfugiés ou encore des manifestations se sont opposées à l'arrestation et l'expulsion

de sans-papiers. De telles actions ont tout simplement donné du courage aux sans-papiers.

C'est de là selon nous, après une longue période de clandestinité forcée les réduisant à des numéros de dossiers en Préfecture ou à des faits-divers dans les journaux, que les sans-papiers ont pris le relais de la lutte le 18 mars 1996 au moment même où les derniers bastions de lutte du mouvement gréviste de classe de novembre/décembre 1996 s'arrêtaient vers fin janvier et début février 1996.

Ce rappel est important pour bien montrer que le 20 juillet 1996 lors de l'Assemblée Générale constitutive de la CNSP cette donne était fortement présente dans l'esprit des délégués constituants.

Depuis, selon les réalités militantes de chaque collectif de sans-papiers, des efforts solidaires en direction des autres travailleurs en lutte ont marqué la longue marche des sans-papiers pour la régularisation globale.

La grève exemplaire de Modéluxe vient aussi prolonger la formidable mobilisation du Resf contre la chasse à l'enfant sans papiers et l'action des associations partenaires du réseau « Uni(e)s contre l'immigration jetable », des parrainages républicains de sans-papiers à travers tout le territoire hexagonal.

Le Modéluxe prolonge aussi la solidarité exprimée par les personnalités du sport, de la musique, du cinéma, des religions, des universités avec la résistance digne et brave des 1000 de Cachan.

L'égalité de statut légal est le fondement indispensable de l'unité et la solidarité entre tous les travailleurs. La participation des travailleurs à statut légal, français ou immigré en situation régulière, à la lutte des travailleurs à statut illégal et vice versa brise la division du front des travailleurs et démasque la stratégie patronale et gouvernementale de diviser pour mieux régner.

L'unité et la solidarité ouvrière entre tous les travailleurs à statuts légaux différents, d'origines différentes, de nationalités différentes est un rempart absolu contre l'instrumentalisation idéologique de la prétendue question de l'immigration, des sans-papiers à des fins électoralistes.

La CNSP adresse ses plus vives félicitations, sa grande gratitude au Modéluxe et à l'ensemble du mouvement ouvrier,

syndical.

La CNSP déclare faire tout pour que l'exemple de Modéluxe fasse tâche d'huile, c'est frapper là où ça fait mal aux patrons profiteurs du travail clandestin et du même coup contraindre les politiciens vassaux du patronat à régulariser, voire à abroger les lois racistes. C'est cela construire un rapport des forces dans l'opposition capital/travail qui soit bâti sur l'unité et la solidarité entre travailleurs.

La CNSP appelle tous les travailleurs, tous les syndicats,

tous les citoyens, toutes les associations à envoyer leur lettre de soutien aux grévistes de Modéluxe et à Sarkozy pour exiger la régularisation des sans papiers de Modéluxe et la fin de l'apartheid des statuts au sein du monde du travail.

Fait à Paris le 06/10/06

SANS PAPIERS en lutte - coordination nationale - 25, rue François Miron, 75004, Paris - tél : 01.44.61.09.59 – fax : 01.44.61.09.35 – mail : coordnatsanspap@wanadoo.fr - solidarité financière : compte bancaire N° 80187841

Belgique :

Quelques 200 personnes ont manifesté ce 25 octobre pour la libération des militants sans papiers détenus en centres fermés. La majorité de manifestants « avec papiers » ont scandé, avec ceux « sans papiers » :

« Libérez tous les prisonniers ! Régularisez tous les sans papiers ! »

La manifestation appelée par l'Union de DEfense des sans Papiers (UDEP) de Saint-Gilles se voulait un rassemblement de tous les UDEP combattifs pour un *nouveau départ* comme le disait un occupant de Saint-Bernard lors des discours de clôture. De plus en plus de militants du mouvement des sans papiers ressentent le besoin d'avancer dans la construction d'une UDEP combative et démocratique. C'est pourquoi des délégations sont venues de Mons, La Louvière, Courtrai et Gand, en soutien à l'initiative d'UDEP Saint-Gilles qui mobilise depuis le mois de juillet pour la libération des occupants de l'église d'Anderlecht et celui de Saint Bernard. Ils se rassemblent de plus chaque lundi face au CGRA pour ces mêmes revendications et maintiennent ce rendez-vous depuis 14 semaines !

Mais pour réaliser ce *nouveau départ*, les militants « sans papiers » ont avant tout besoin de faire le bilan de leur mouvement, entre eux, loin des associations gouvernementales et des « spécialistes » de l'immigration. Selon nous, l'UDEP s'est trop éloignée de son slogan initial qui était la **régularisation de tous les sans papiers**. Il faut retourner à ce slogan qui empêche toute récupération du mouvement, car il y aura des sans-papiers tant que l'Etat belge maintiendra sa politique d'avoir des travailleurs immigrés dans l'illégalité.

Ce n'est qu'à partir d'un bilan courageux sur les forces et

les faiblesses du mouvement qu'un agenda national de lutte pourrait être adopté. Un agenda qui renoue avec la stratégie initiale de l'UDEP : **obtenir des victoires grâce à la mobilisation**.

Ces dernières semaines, plusieurs ex-occupants d'Anderlecht ont été libérés discrètement des centres fermés. Il est évident que la pression des mobilisations y est pour beaucoup et nous proclamons bien haut qu'il s'agit de victoires obtenues grâce à la lutte. Mais pour obtenir la libération de *tous*, il est nécessaire de construire une campagne nationale qui soit décrétée aux prochaines réunions nationales de l'UDEP.

Liberté immédiate pour tous les militants du mouvement des sans papiers !

Arrêt des expulsions ! Suppression des centres fermés !

Régularisation inconditionnelle de tous les sans papiers !

VICTOIRE de dernière nouvelle :

En ce tout début du mois de novembre, grâce à tous ceux qui sont mobilisés pour leurs cas, 17 ex-occupants de l'église d'Anderlecht ont été libérés du centre fermé de Vottem ! La lutte continue pour que tous soient libérés...

Ce dimanche 15 octobre, Mokbel Abdelfatah, le porte-parole au centre fermé de Merksplats des ex-occupants d'Anderlecht, a pu être rescapé d'une nouvelle tentative d'expulsion vers Casablanca. Merci aux passagers de l'avion qui ont refusé de prendre place en s'insurgeant contre ces méthodes dignes d'un régime dictatorial !
Seule la lutte paie !

R A S S E M B L E M E N T

Pour la libération de tous ceux d'Anderlecht

T O U S L E S L U N D I S

De 11h00 à 12h00

Devant le CGRA

Bd du Roi Albert II, 6 - Bruxelles



Courrier International

Nous publions ici la traduction du n°124 - octobre 2006 - de *Correo Internacional*, la publication mensuelle de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale.

A voir sur www.litci.org

Mexique : l'insurrection d'Oaxaca

Gustavo Sánchez, Oaxaca

Oaxaca est un des 31 Etats du Mexique. L'écrasante majorité de ses 3,5 millions d'habitants sont des indigènes. La moitié de ses habitants vit de l'agriculture et 45 des 100 communes les plus pauvres du pays se trouvent en Oaxaca. A cause tout cela, Oaxaca souffre une migration constante d'habitants vers les grandes villes du pays et vers les Etats-Unis. Les forces sociales les plus importantes de la région sont les Communautés indigènes paysannes et les enseignants. Les salaires des enseignants sont même, économiquement, le principal soutien de l'économie d'Oaxaca.

D'importants processus d'organisation et de lutte s'y sont développés au cours de l'histoire. En 1976, la mobilisation estudiantine et populaire a renversé le gouverneur Zárata Aquino. Dans les années 70' et 80', les communautés indigènes ont mené avec succès une lutte pour la récupération et le contrôle de leurs forêts, qui étaient entre les mains d'entreprises du bois ; lesquelles les pillaient et les exploitaient.

La communauté rurale est, dans les faits, une forme de gouvernement avec une force importante. Dans 70% des communes par exemple, les autorités sont choisies selon us et coutumes et non par le système de partis politiques. C'est pourquoi Oaxaca dispose, depuis 1996, d'une Loi de droits d'indigènes inexistante dans le reste du pays.

Les enseignants et leur lutte

Cela fait 26 ans que les enseignants installent chaque année leur piquet (campement) dans le centre de la ville pour attirer l'attention sur leurs exigences. Ils sont presque 70.000 et sont organisés dans la section 22 de la CNTE (Coordination Nationale des Travailleurs de l'Education). Cette section est celle qui garde actuellement la plus grande indépendance et la plus importante combativité, dans un contexte de grande décomposition et bureaucratisation de la CNTE au niveau national.

Depuis plusieurs mois, ils ont entamé une lutte avec grève et campement dans le *Zócalo*, le centre urbain de la capitale de l'Etat. Ils ont adressé une demande au gouverneur Ulises Ruiz Ortiz (du PRI - Parti Révolutionnaire Institutionnel) pour une augmentation des salaires et du budget pour l'éducation. La réponse a été négative.

Le 14 juin dernier, Ulises a essayé de déloger violemment le campement des enseignants. En réponse, il y a eu un soulèvement populaire massif qui a mis en échec la tentative du gouvernement et a accentué la situation à l'extrême.

La formation de l'APPO

L'APPO (Assemblée Populaire des Peuples d'Oaxaca) s'est constituée à la chaleur de ce processus. Elle est composée de la section 22 et des organisations syndicales et politiques qui la

Dernières nouvelles

Oaxaca, le 2 novembre

« Depuis avant 8 heures du matin, la PFP a commencé à encercler les installations de l'Université Autonome Benito Juárez, afin d'enlever les barricades des voisins et d'occuper la radio de cette école, qui est la seule encore en mains de l'APPO et à partir de laquelle s'organise toute la résistance. Les policiers ont arrosé les manifestants de gaz lacrymogène, ils ont frappé et kidnappé plusieurs camarades, dont quelques enfants. La capacité de résistance a été héroïque, surtout de la part des étudiants universitaires. En ce moment (12:45), la PFP a reçu l'ordre de se replier et elle s'est cantonnée dans une église proche. Ceci a constitué dans les faits un triomphe de la lutte et de la capacité d'organisation et de résistance des étudiants et du peuple. Parallèlement, dans la ville de Mexico, l'APPO bloque une des principales avenues. Il est très important de faire des prononcés aux ambassades contre la répression et pour le retrait immédiat de la PFP d'Oaxaca, ainsi que d'exiger que l'autonomie universitaire ne soit pas violée. »

Alma et Gustavo



soutiennent, ainsi que de diverses représentations municipales et agricoles. L'APPO a formulé une série de demandes de tous ces secteurs.

La lutte a été entourée de solidarité par d'autres secteurs de travailleurs, les habitants des zones les plus pauvres de la ville et les étudiants, qui soutiennent les manifestations, amènent des vivres aux barricades et aux piquets, contribuent avec des instruments à l'autodéfense, etc..

Certains médias de presse estiment que l'APPO a une influence, de manière plus ou moins directe, sur 500.000 personnes. Il y a eu plusieurs grandes marches qui ont réuni, selon la presse, jusqu'à 200.000 manifestants, ce qui représente un quart de la population de la ville, l'équivalent, à une échelle plus petite, de 5 millions de personnes dans la ville de Mexico ou de São Paulo.

Les premiers jours d'octobre, il y a eu une marche sur la ville du Mexico, qui se situe à 400 km d'Oaxaca. Le nombre de participants à l'arrivée était de plus de 10.000 personnes. A son passage, elle a reçu le soutien des habitants des villages, et dans la capitale nationale, le soutien des travailleurs de la santé.

Crise de gouvernement et double pouvoir

A partir de l'échec dans sa tentative de déloger les enseignants de leur campement, le gouvernement est entré fortement en crise et a presque cessé de fonctionner. Les trois pouvoirs de gouvernement se trouvent bloqués par des piquets de l'APPO et du corps enseignant. La plupart des institutions et des dépendances gouvernementales ne travaillent pas ou fonctionnent de manière clandestine, dans des maisons ou des bureaux alternatifs.

On ne voit presque pas de policiers dans les rues, même pour diriger la circulation automobile. Il y a eu de la désobéissance de policiers envoyés pour la

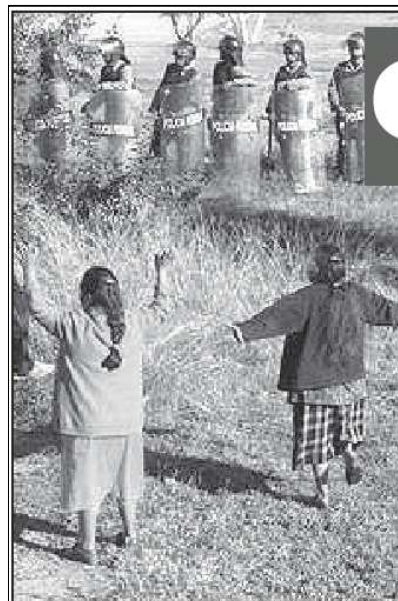
répression, des renoncements massifs ou des demandes de renoncement aux supérieurs. Des travailleurs du Bureau du Procureur de l'Etat ont demandé la destitution du procureur.

L'APPO exerce un double pouvoir dans la capitale et celui-ci s'étend à d'autres parties de l'Etat. Il y a 15 maisons communales occupées dans différents points de la région. Pour assurer la sécurité dans la capitale, l'Assemblée fait valoir, de fait, un couvre-feu pendant la nuit.

Les routes et les voies de communications s'ouvrent ou se ferment selon les ordres de l'APPO. Plusieurs zones sont inaccessibles, que ce soit en voiture ou à pied. Il est très difficile de circuler dans la capitale sans l'autorisation de l'APPO et, dans certains cas, il a été impossible d'entrer ou de sortir d'Oaxaca par voie de terre.

Il y a lieu de souligner le rôle des femmes, aussi bien les enseignantes que les femmes des communautés paysannes et des quartiers populaires. Elles se sont placées indiscutablement à l'avant-garde des mobilisations et des barricades d'autodéfense. Un fait très important a été qu'une mobilisation de femmes a occupé le Canal 9 de TV (étatique) et a transmis pendant plus d'un mois sans interruption, jusqu'à ce qu'un attentat contre les installations et les mâts de transmission fut commis. D'autre part, 14 stations de radiodiffusion ont été occupées. Sept d'entre elles étaient toujours entre les mains de l'APPO jusque il y a peu et elles constituent un excellent élément de diffusion et d'organisation des actions d'autodéfense et de solidarité.

Finalement, dans les barricades et les piquets, il y a un approvisionnement et une préparation de bombes molotov, entre beaucoup d'autres choses, comme préparation face à une nouvelle tentative possible de délogement ou face à des provocations.



Selon *Le Soir* (30/10/2006), « la police fédérale mexicaine a repris dimanche, à la demande du président Vicente Fox, le centre historique d'Oaxaca (sud) sans rencontrer de résistance de la part des manifestants ».

Les provocations

Le gouvernement d'Ulises, incapable de réagir avec la police, met en oeuvre des bandes de marginaux, de tueurs à gage ou de policiers déguisés pour monter des provocations et pour menacer ou assassiner certaines personnes qui participent aux grèves et aux mobilisations, ce qui rend la circulation en ville très dangereuse. Les vols, les attaques et la violence urbaine ont augmenté dans une ville traditionnellement tranquille où on pouvait transiter sans problème à toute heure de la nuit. Ulises essaye d'utiliser cette situation d'insécurité pour isoler la lutte.

A cela s'ajoutent les assassinats de militants de l'APPO et du corps enseignant, ainsi que le meurtre d'un enseignant opposé au mouvement dans le but de rejeter la faute sur l'APPO. Le gouvernement de l'Etat a stimulé l'ouverture d'écoles avec des parents et des enseignants briseurs de grève et a organisé des classes avec des enseignants improvisés dans des maisons de particuliers,

afin de discréditer les parents et le corps enseignant en lutte et de créer des divisions parmi eux.

Un grand problème pour Fox

Le discrédit du gouverneur est énorme. Même les secteurs qui ne soutiennent pas les enseignants et l'APPO disent « qu'Ulises doit s'en aller, étant incapable de gouverner ».

Cette réalité a divisé la bourgeoisie locale. Un secteur propose une intervention armée de l'Etat fédéral pour mettre un terme au conflit, alors qu'un autre secteur demande une solution négociée et se prononce explicitement contre une issue violente.

La situation aiguë en Oaxaca a créé un grand problème pour le gouvernement national de Vicente Fox. Ce conflit se déroule au beau milieu de la crise politique ouverte par le résultat des élections présidentielles et la mise en question soulevée par le candidat adverse, López Obrador. Dans ce contexte, une intervention armée du gouvernement fédéral en Oaxaca pourrait non seulement accentuer le conflit mais le transformer en une question nationale.

En même temps, le renversement d'Ulises aurait comme conséquence que le Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI) mettrait fin au soutien au Parti d'Action Nationale (PAN - le parti de Vicente Fox) dans d'autres états et, en outre, commencerait à « mettre des bâtons dans les roues » au futur gouvernement de Calderón, déjà affaibli à sa naissance. Ce serait aussi un grave précédent de chute d'un

gouverneur par l'action de la lutte populaire. D'autre part, Calderón ne veut pas entamer son mandat avec le conflit d'Oaxaca dans les mains et a demandé à Fox de le résoudre avant de s'aller. Pour toutes ces raisons, le gouvernement de Fox essaye, dans une course contre la montre, une "sortie négociée" à l'intérieur des « institutions ».



Symptômes de fatigue et de division

En faveur de cette « solution », il y a le fait que, après plus de quatre mois de lutte, on commence à voir des signes de fatigue et la division interne devient plus évidente. D'une part, à l'intérieur du corps enseignant, un secteur propose de rester en grève jusqu'à la chute d'Ulises tandis qu'un autre secteur propose de suivre une autre tactique de lutte, de retourner aux classes et de lever le piquet.

On peut aussi percevoir quelques divisions entre le corps enseignant et l'APPO, qui a publiquement dénoncé les enseignants pour leur manque de présence récente dans les piquets et d'autres actions. De fait, il n'y a que les enseignants des vallées centrales qui restent dans le piquet, alors que beaucoup d'enseignants des autres régions

l'ont abandonné et certains ont commencé à donner cours.

Ulises a profité de cette situation pour « sonder » la possibilité de déloger les enseignants violemment, à travers une augmentation des provocations. Toutefois, le 30 septembre, face à une rumeur dans ce sens, plusieurs centaines d'habitants des quartiers périphériques et des villages des alentours ont commencé à descendre vers le centre de la ville pour résister (selon l'information de l'APPO donnée par radio). Finalement, la rumeur de les déloger ne s'est pas concrétisée.

Quelle est la solution?

L'axe principal de la lutte du peuple d'Oaxaca est la chute d'Ulises. Diverses alternatives sont proposées pour son remplacement : une Assemblée Constituante, la construction d'APPO's régionaux, etc.

Comme militants de la LIT-QI au Mexique, nous soutenons la lutte des enseignants et de l'APPO contre Ulises et nous y participons. Nous ne savons pas quel va être le résultat final. Mais nous savons que ce qui se passe à Oaxaca est l'expression d'un problème dont souffre l'ensemble de notre pays : la survie d'un vieux régime antidémocratique, recyclé du PRI au PAN mais qui, pour défendre les intérêts des bourgeois mexicains et étrangers, doit continuer à faire appel à la fraude et à la répression. Il faut liquider ce régime. La lutte d'Oaxaca nous montre le chemin : nous avons besoin d'une grande Oaxaca nationale pour l'obtenir.

Ulises hors du Gouvernement !

L'armée hors d'Oaxaca !

Non à la répression !

Liberté pour tous les prisonniers politiques !

Cessation des ordres de capture

contre les militants du corps enseignant et de l'APPO !

Solution positive à toutes les demandes

du corps enseignant et des peuples d'Oaxaca !

Solidarité nationale et internationale avec la lutte d'Oaxaca !

Arrêtons la répression contre le peuple d'Oaxaca et l'APPO !

Une déclaration de la LIT-QI

Le 27 octobre dernier, la Police Fédérale Préventive (PFP) a entamé une répression féroce pour récupérer le *Zócalo* (centre) de la ville d'Oaxaca, capitale de l'Etat du même nom dans le sud du Mexique, occupé par des manifestants depuis le mois de mai dernier.

Le conflit a commencé quand le syndicat des enseignants (la Section 22 de la Coordination Nationale des Travailleurs de l'Etat - CNTE) a entamé une grève avec occupation du *Zócalo* (le centre de la ville, où ils tiennent chaque année un campement). Les enseignants réclament des améliorations salariales et l'augmentation du budget de l'éducation, au gouverneur Ulises Ruiz Ortiz, du PRI (Parti Révolutionnaire Institutionnel). Le 14 juin, le gouvernement d'Ulises a essayé de déloger violemment le campement avec la police de l'Etat et des bandes armées. En réponse, des milliers de travailleurs, de paysans, d'étudiants et d'habitants des quartiers pauvres de la ville se sont solidarisés avec les enseignants et il y a eu un soulèvement populaire massif qui a mis en échec la tentative de déloger les enseignants.

Cette défaite a laissé le gouvernement d'Ulises dans une crise profonde et l'a pratiquement paralysé. En même temps s'est constituée l'APPO (Assemblée Populaire des Peuples d'Oaxaca), qui s'est transformée, de fait, en un « pouvoir parallèle » dans la ville et dans d'autres endroits de l'Etat. Aux revendications propres de chaque secteur s'est ajoutée avec une clarté totale l'exigence « Ulises dehors ».

L'intervention directe devenant impossible, Ulises a essayé, de manière permanente, de monter des provocations avec des bandes de marginaux, des tueurs à gage ou

des policiers déguisés, afin de forcer le gouvernement fédéral à envoyer une intervention armée à Oaxaca. Une de ces provocations, l'assassinat du journaliste américain Brad Will par un franc-tireur, a été l'excuse utilisée par le gouvernement fédéral pour entamer son attaque contre le peuple d'Oaxaca.

Fox Quesada ordonne la répression

Pendant des mois, le gouvernement du président Vicente Fox Quesada, du PAN (Parti d'Action Nationale), a hésité à intervenir en Oaxaca et de « nationaliser » le conflit. D'abord, à cause de la bataille électorale dure entre le candidat présidentiel de son parti, Felipe Calderón, et celui du parti de l'opposition, Andres López Obrador du PRD (Parti de la Révolution Démocratique). Ensuite, à cause des dénonciations de la fraude qui a proclamé Calderón vainqueur, et des mobilisations massives convoquées par López Obrador. Mais une fois le « triomphe » de Calderón légalisé, Fox Quesada a décidé d'obtempérer à l'exigence de l'impérialisme et la grande bourgeoisie mexicaine, l'exigence de son successeur de « résoudre » le thème d'Oaxaca avant que celui-ci prenne la relève.

Il l'a fait de la manière traditionnelle, pour la bourgeoisie mexicaine, en faisant face aux grandes luttes populaires : à travers une répression féroce. Plus de quatre mille membres la PFP, armés jusqu'aux dents, disposants de tanks et d'hélicoptères, ont entamé l'opération militaire de récupérer le *Zócalo* d'Oaxaca. Des milliers d'habitants d'Oaxaca ont résisté héroïquement pendant deux jours mais l'infériorité militaire les a finalement obligés à se replier. Le 30 octobre, trois mobilisations ont été organisées pour essayer de reprendre le *Zócalo*. Jusqu'à peu

avant la tombée de la nuit, la PFP était entourée par les contingents de l'APPO et le corps enseignant. En outre, la résistance continue dans d'autres endroits importants de la ville, avec des blocus et des barricades, et la radio de l'Université Autonome Benito Juárez est toujours entre les mains de l'APPO. C'est-à-dire que tout le pouvoir de la force publique n'a pas encore été suffisant pour mettre en échec les manifestants.

Les informations encore confuses sur le solde de la répression parlent de plusieurs morts, de dizaines de blessés par balle, de nombreux détenus et aussi de kidnappés et de disparues. L'APPO a dénoncé que plus de quarante de leurs dirigeants ont été arrêtés et conduits dans des installations militaires.

Vicente Fox a essayé de dissimuler cette réalité et a assuré, avec un cynisme suprême, « *qu'Oaxaca est retourné à la normalité et que l'activité de la police fédérale pour récupérer la capitale de l'Etat a été effectuée avec un 'solde nul' et sans armes, avec l'implantation de l'ordre et le respect à la loi* » (*La Jornada online*, 30/10/06).

Un régime antidémocratique

Tout comme le faisait le PRI quand il était au pouvoir, le PAN a fait appel à la fraude électorale à son tour, ainsi qu'à la répression la plus sanglante pour défendre les intérêts des grands bourgeois mexicains et yankees. Rappelons la répression brutale contre les habitants d'Atenco, qui a eu lieu il y a quelques mois.

Combattre ce gouvernement et ce régime politique est la nécessité principale du peuple mexicain. L'insurrection d'Oaxaca a été l'expression la plus avancée de cette lutte. Mais elle s'est manifestée aussi dans les mobilisations massives contre la fraude, malgré la capitulation inévitable d'une personnalité

bourgeoise comme López Obrador. La LIT-QI appelle à continuer cette lutte, en premier lieu par la condamnation de la répression criminelle en Oaxaca et l'exigence du châtement de ses responsables.

La lutte continue

Dans la ville de Mexico, il y a déjà eu des mobilisations en ce sens. Il est nécessaire qu'elles deviennent massives et s'étendent à tout le pays. L'ex-candidat du PRD, Andres Manuel López Obrador, a condamné l'utilisation de la violence dans l'Etat d'Oaxaca et son occupation par des forces fédérales. Il a déclaré que « *le flot de morts et de disparus que nous avons pu constater laisse au découvert la perversité politique à laquelle sont arrivés ceux qui sont disposés à exercer la répression pour conserver le pouvoir* », il a condamné la complicité entre le PAN et le PRI et a exigé la démission d'Ulises Ruiz.

Mais la lutte contre le régime ne peut pas se limiter à des déclarations et des dénonciations.

López Obrador a une immense influence politique et il a donc la possibilité et l'obligation d'appeler à une action massive contre les crimes d'Oaxaca. Les millions qui ont voté pour lui et les centaines de milliers qui se sont mobilisés contre la fraude doivent exiger de lui qu'il le fasse.

En même temps, la LIT-QI considère comme indispensable l'action la plus unitaire possible de toutes les organisations politiques et syndicales qui ne sont pas complices du régime, pour promouvoir ces actions. La CNTE (Coordination Nationale des Travailleurs de l'Education) a la responsabilité particulière d'appeler à coordonner l'appel à la grève nationale, étant donné que les enseignants de sa Section 22 sont attaqués brutalement à Oaxaca.

Solidarité internationale

En même temps, la LIT-QI appelle à la plus vaste solidarité internationale avec le peuple d'Oaxaca, condamnant la

répression effectuée par le gouvernement de Fox Quesada. Des mobilisations en ce sens ont déjà commencé à être organisées à Buenos Aires et dans d'autres villes du continent.

Le gouvernement du PAN a ôté une fois de plus le masque et a clairement montré son caractère antidémocratique, répressif et sanglant.

**Solidarité avec le peuple
d'Oaxaca et l'APPO !
Liberté immédiate des
combattants détenus d'Oaxaca !
Apparition en vie
des kidnappés et disparus !
Châtiment pour les responsables
de la répression !
Ulises dehors !**

Secrétariat International de la
Ligue Internationale des
Travailleurs
Quatrième Internationale
São Paulo, le 30 octobre 2006.

Cri d'alarme des travailleurs de la communication et des artistes

le jeudi, 2 novembre

Nous sommes extrêmement alarmés de voir qu'au lieu de prendre des mesures graves contre les paramilitaires violents qui ont lancé des attaques constantes contre le peuple d'Oaxaca, le président Vicente Fox utilise les meurtres comme prétexte pour élever d'un cran la violence contre l'organisation de base du peuple.

Comme camarades travailleurs de la communication et artistes, nous honorons la mémoire de Brad Will, journaliste indépendant, documentaliste et activiste respecté, qui a été brutalement assassiné alors qu'il filmait le mouvement populaire en Oaxaca. Avec Brad, au moins six autres personnes sont mortes, cette dernière semaine, par les mains des agents du gouvernement illégitime d'Ulises Ruiz et des forces fédérales qui occupent maintenant Oaxaca. Parmi eux se trouvent Emilio Alonso Fabian (professeur),

José Alberto López Bernal (infirmier), Fidel Sánchez García (maçon) et Esteban Zurita López. Finalement, en solidarité avec le peuple d'Oaxaca, nous ajoutons nos voix aux exigences suivantes :

- 1. Ulises Ruiz hors d'Oaxaca !**
- 2. Retrait immédiat des forces fédérales d'occupation de Oaxaca !**
- 3. Liberté immédiate et inconditionnelle de tous les prisonniers !**
- 4. Justice pour tous les camarades assassinés et châtement pour tous les coupables à tous niveaux !**
- 5. Justice, liberté et démocratie pour le peuple d'Oaxaca !**

Noam Chomsky, John Berger, Arundhati Roy, Antonio Negri, Naomi Klein, Howard Zinn, Eduardo Galeano, Alice Walker, Michael Moore, Tariq Ali, Mike Davis, John Pilger, Michael Hardt, Alessandra Moctezuma, Anthony Arnove, Bernadine Dohrn, Camilo Mejía, Roxanne Dunbar Ortiz, Daniel Berger, Danny Glover, David Graeber, Eve Ensler, Francis Fox Piven, Gloria Steinem,

Une « nouvelle ère de paix, de stabilité et de développement » ?

C'est ce que promet Joseph Kabila, gagnant très probable des élections du 29 octobre en RDC, grâce au soutien, entre autres, de F-J Nzanga Mobutu, le fils du dictateur chassé en mai 1997 par Désiré Kabila. Le président sortant a aussi l'inestimable soutien à peine voilé des anciens colonisateurs du pays. D'autre part, il est le modèle de chef d'Etat à soutenir, « un nouveau Chavez », pour le PTB (voir encadrés). Qu'en est-il ?

Les lignes directrices de l'avenir du pays sont scellées dans

- le Code des investissements,
- le Code minier,
- le Code du travail

Selon le Code des investissements¹ :

« La RDC ayant opté pour une économie libérale tempérée du type "Economie Sociale du Marché", la croissance économique et le développement reposent sur le tripartite suivant :

1) L'Etat doit jouer le rôle d'organisateur et de catalyseur des forces vives en prenant en charge les infrastructures et les investissements des industries de base et en instituant un cadre institutionnel et juridique qui assure la protection des personnes et des biens ;

2) le secteur privé crée les richesses nationales et l'emploi (il doit s'occuper de la production de biens et services) ;

3) la société civile, elle, se charge de promouvoir l'homme dans toute sa dimension ».

Le point de vue du PTB :

« La colonisation a réalisé deux choses importantes pour les Congolais. D'un côté elle a 'tiré' un immense territoire du cœur de l'Afrique dans les temps modernes : un grand Etat, aussi étendu que l'Europe a été fondé. [...] La période coloniale a également développé les forces productives à une allure vertigineuse. »

Ludo Martens,
Solidaire, 18/02/2004

L'Etat prend donc en charge la construction de routes et veille sur le respect de la propriété privée, afin que ce « secteur privé », c'est-à-dire les multinationales, puissent piller les ressources minières et les acheminer à bon port. Et des institutions politiques stables doivent assurer la « paix sociale ».

Voilà comment Joseph Kabila a verrouillé la reprise de l'exploitation massive du Congo par l'impérialisme dans des lois signées de sa main. C'est sa façon de « préserver la souveraineté nationale ». C'est la « reconstruction du pays » sur laquelle Kabila doit veiller selon le PTB.

Le nouveau code minier (2002), qui libéralise les activités minières, a fait exploser l'octroi de droits miniers, de 16 concessions en 2003 à 2600 en 2006.

Nous avons analysé déjà dans Presse Internationale l'ingérence de l'armée belge en RDC, au service de la recolonisation.² Alors que la « Communauté internationale » a observé sans broncher 3 millions de Congolais se faire massacrer dans les guerres de 1998 à 2003, maintenant le conseil de sécurité de l'ONU a voté,³ à 4 semaines des élections, la résolution 1711, qui « décide de reconduire jusqu'au 15 février 2007 l'augmentation des effectifs militaires et de police de la MONUC... ». Comme au Liban donc, on envoie des troupes pour donner un petit



Bush et Kabila à la Maison Blanche

Le point de vu du PTB :

« Vu les rapports de force défavorables, le soutien des Etats-Unis aux agresseurs [Ouganda et Rwanda] et la supériorité militaire et organisationnelle de ces derniers, le président Joseph Kabila a fait des concessions très importantes et a supporté bien des humiliations afin de préserver l'essentiel : l'unité du pays, la paix et la souveraineté nationale. [...] Si, lors des élections l'actuel président reçoit une légitimité, il sera finalement possible de travailler à la reconstruction du pays et il y aura de la place pour un débat ouvert à propos de la façon dont il convient de le faire. [...] Kabila aura alors les mains libres pour mener une politique nationaliste et utiliser les matières premières du Congo pour le bien-être du peuple congolais. Un nouveau Chavez ou Morales, cette fois au cœur de l'Afrique, voilà qui répugne aux Américains ».

Solidaire, 21/06/ 2006

coup de main, et puis on y reste.

Que des avions belges tuent en RDC, cela ne mérite pas plus d'attention que quelques lignes de fait-divers dans la presse.⁴ On se félicite que maintenant, avec les drones, la Belgique a un regard sur ce qui se passe dans le jardin de n'importe quel Congolais. « *Le lieutenant-colonel Vermeer est aussi fier de la précision de ses photos qu'un surveillant de grand magasin qui aurait filmé des cas de vol à la tire.* »⁵

Le cuivre et le cobalt, dont l'extraction demande de lourds investissements et des infrastructures complexes, sont à nouveau très appréciés par les marchés. Les grands investisseurs internationaux, qui sont revenus au Congo petit à petit depuis que Laurent-Désiré Kabila a été assassiné, se réjouissent du vernis de légitimité dont bénéficiera bientôt le pouvoir politique. Des institutions politiques stables et une relative « paix sociale » sont en effet indispensables à la poursuite du pillage du pays.

Et si jamais c'est Jean-Pierre Bemba qui gagne, ce n'est pas grave. Ce fils d'un des 3 ou 4 milliardaires de l'époque Mobutu a été, depuis les accords de Sun City en 2003, vice-président et chargé de la commission « économie et finances » - collaborant à l'exécution des directives de la Banque mondiale et du FMI.

Stéphane Kabasu, président de la chambre de commerce de Kinshasa, récemment en Belgique à la tête d'une délégation de 38 hommes d'affaires congolais, a bien résumé la situation :

« Nous sommes ici pour tisser des liens. C'est ensemble, en unissant nos moyens et nos intérêts, qu'il y a moyen de gagner de l'argent. »

On parle beaucoup actuellement du risque de balkanisation, d'éclatement du pays. Et les troupes de la Monuc devraient alors être le rempart contre ce danger.

La politique de l'impérialisme a toujours été de diviser les populations de différentes régions. La mosaïque des Balkans est précisément le résultat d'une telle politique après la désagrégation de l'empire ottoman. Et l'Irak nous fournit l'exemple le plus récent. Face à la difficulté de contrôler le pays et d'en piller le pétrole, l'impérialisme provoque les contradictions ethniques et la division du pays. En RDC, la constitution votée en 2005 divise le pays en 26 provinces et leur attribue 40% du budget de l'Etat.. Entre-temps, beaucoup de jeunes ne trouvent d'autre moyen de survivre que par l'appartenance à l'un ou l'autre chef de guerre, et de cette façon les rivalités ethniques sont entretenues. L'unité de façade est établie seulement pour maintenir la stabilité minimum nécessaire à l'infrastructure de pillage.

¹ Voir www.anapi.org, le site de l'Agence Nationale pour la Promotion des Investissements.

² PI n° 40, 41

³ 29 septembre 2006, voir www.monuc.org

⁴ Le 3 octobre, une drone belge s'est s'est écrasé à Kinshasa, tuant une femme et blessant une autre personne.

⁵ Le Soir, 27/10/2006

« Nous n'oublierons jamais les massacres dans lesquels tellement d'entre nous périrent, les cellules dans lesquelles furent torturés ceux qui refusèrent de se soumettre à un régime d'oppression et d'exploitation. »

Patrice Lumumba - Bruxelles 1961
cité par Presse Internationale n°26, février 2004

« L'histoire de la République démocratique du Congo, c'est aussi celle des Belges, missionnaires, fonctionnaires et entrepreneurs qui crurent au rêve du Roi Léopold II de bâtir, au centre de l'Afrique, un Etat. Nous voulons rendre hommage à la mémoire de tous ces pionniers. »

Joseph Kabila - Bruxelles 2004
cité par Ludo Martens, Solidaire, 18/02/2004

*« Cette terre est celle de nos ancêtres,
son cuivre est à nous ! »*

C'est ce que criaient les mineurs de cuivre du Katanga, abandonnés à leur sort après la « restructuration » de Gécamines et revenus aux méthodes ancestrales d'exploitation de ce minerai, pour accueillir notre Ministre De Gucht en février 2006. Celui-ci avait été invité pour célébrer le 175^{ème} anniversaire de la fondation du pays colonisateur. (Le Soir, 06/02/2006)

Les multinationales hors du Congo

Les richesses du Congo au peuple congolais

Retrait immédiat des troupes belges et étrangères



Une force internationale au Liban... pour « imposer la paix » ?

Le gouvernement belge a envoyé 417 militaires belges au Liban pour participer au contingent de Casques Bleus de la Force Intérimaire des Nations Unies au Liban (F.I.N.U.L.). La mission de la FINUL est claire : « elle devra contrôler la cessation des hostilités, accompagner et appuyer les forces armées libanaises lors de leur déploiement dans le sud du pays, fournir de l'assistance pour assurer un accès humanitaire aux populations civiles et le retour volontaire des personnes déplacées dans de bonnes conditions de sécurité »¹. Selon le ministre de la « défense » belge, A. Flahaut, la mission de ses troupes sera précisément « le déminage, l'aide médicale et la reconstruction »².

C'est à Tibnine, une bourgade à une vingtaine de kilomètres à l'Est de Tyr, que les militaires belges se sont installés. Ils y ont notamment construit un hôpital qui, loin d'être accessible à la population victime de la dernière agression d'Israël, accueillera en priorité les militaires belges et ceux de la Finul en général. Les civils libanais ne pourront y accéder qu'en *cas de besoin*.³ La Belgique remplit ainsi fidèlement ses missions pseudo-humanitaires, tout comme elle le fait au Kosovo, en ou encore en République Démocratique du Congo, assurant la « transition démocratique » (voir l'article dans ce numéro). Une présence acclamée par l'ensemble des députés belges, opposition comprise, lors d'un hommage du Premier ministre à « nos soldats de la paix ».⁴

Mais de quelle paix Mr. Verhofstadt parle-t-il ? Celle présente dans les discours des dirigeants de l'ONU ? Ou bien, la « paix » qui règne en Afghanistan, au Kosovo ou en RDC ? Dans tous les cas, il s'agit d'une « paix » bien meurtrière imposée aux populations qui souffrent jusque dans leur chair, de la présence des casques bleus. Car, loin des discours, c'est sur les champs de batailles de la lutte des classes que l'Organisation des Nations Unies montre son vrai visage qui, loin d'être un « parlement des peuples », est bien, comme le disait Lénine, *un repaire de brigands*.

Au Liban, sous le couvert de la FINUL, l'ONU ne fait rien d'autre que de définir une zone de protection à la frontière Nord d'Israël, qui en avait bien besoin suite à sa guerre contre le Liban qui s'est soldée par un échec cuisant. Le peuple libanais, sous la direction du Hezbollah, a mené une impitoyable guerre de guérilla contre l'invasion israélienne. La force de la résistance fut telle que l'Etat sioniste et les Etats-Unis

Israël, en guerre permanente contre le peuple palestinien

L'opération « nuage d'automne » déclenchée par Tsahal dans la nuit du 31 octobre est l'opération la plus importante depuis juin 2006, quand l'armée avait envahi la Bande de Gaza après l'attaque victorieuse par la résistance d'un poste militaire israélien et la capture d'un soldat. Cette opération était, selon Raji Sourani, directeur du Centre palestinien pour les droits de l'homme, une répétition générale de la guerre du Liban. En effet, l'armée israélienne avait alors pris pour cible l'unique centrale électrique, des routes, des ponts et des maisons. C'est une destruction massive des infrastructures qui vise l'ensemble du peuple palestinien.

Toujours selon Mr. Sourani, la situation dans la Bande de Gaza est catastrophique : « 85 % de la population est non payée ou sans emploi, plus encore sous le seuil de pauvreté. Le nombre de tués et de blessés civils devient astronomique. Les attaques israéliennes, que cela soit par incursions terrestres ou par l'aviation, et le siège imposé provoquent un niveau sans précédent de morts, blessés et destructions, cela un an à peine après le désengagement israélien de Gaza, un mirage qu'Israël a vendu au monde, alors que l'occupation est toujours là. » C'est dans ce contexte que des centaines de militaires, appuyés par des chars et des hélicoptères de combats, traquent la population, maison par maison, séquestrent les habitants « pour interrogatoire » à la recherche de militants des différents groupes de la résistance palestinienne, et répriment violemment toutes les manifestations populaires, en laissant derrière eux de nombreuses victimes. Autant d'actes perpétrés par l'armée israélienne avec la complicité du silence de la « Communauté Internationale », dont la Belgique, qui reste, après les Etats-unis, le second partenaire commercial d'Israël.

Nous constatons que, si Tsahal a du se retirer du Liban suite à sa défaite contre le Hezbollah, il a par contre poursuivi sa lutte contre les organisations de résistance palestiniennes. L'offensive contre Gaza montre le vrai visage d'Israël dans la région : mener une guerre sans relâche contre les Palestiniens et les autres peuples du Moyen-Orient pour défendre sa propre existence, celle d'un état raciste au service de l'impérialisme.

Dans cette lutte, la LIT-QI soutient toutes les organisations de résistance, tout en maintenant ses critiques envers leur direction.⁵

**Pour une Palestine laïque, démocratique et non raciste
Pour la destruction de l'enclave coloniale sioniste**

ont du appeler en renfort l'impérialisme européen. Ce dernier, en tant que puissance alliée, s'empresse de dépêcher 7.200 soldats (15.000 au maximum) et du matériel lourd pour protéger Israël et lui permettre de poursuivre sa répression contre le peuple palestinien (voir encadré).

C'est ainsi que la Belgique participe à la Force de l'ONU pour faire respecter la résolution 1701 qui permet un déploiement de l'armée libanaise dans la région et le respect du cessez-le-feu ainsi que de la zone tampon définie par la ligne bleue.

Concernant la zone neutre, l'ONU elle-même est obligée de dénoncer les violations quasi quotidiennes de l'espace aérien de cette zone par Tsahal. De plus, l'armée israélienne est toujours présente au Sud du Liban (au Nord de Ghajar) d'où elle lance régulièrement des incursions dans le territoire libanais.

Le chef de la FINUL, le général Pellegrini, a déclaré que face aux violations israéliennes, « *si les moyens diplomatiques n'étaient pas suffisants, d'autres moyens pourraient être envisagés. (...) Il faut y réfléchir* »⁶. Par contre, il ne s'agit plus de réfléchir quand

il s'agit de lutter contre le « trafic » d'armes à destination du Hezbollah. De plus, l'ONU a toujours insisté sur le désarmement de l'organisation de résistance libanaise. C'est ainsi que le Secrétaire général de l'ONU donnait le 19 octobre un rapport au Conseil de Sécurité sur la résolution 1559.⁷ Cette résolution, adoptée en 2004, expose la réelle tâche de l'ONU, à savoir désarmer le Hezbollah. La résolution demande clairement que « *toutes les milices libanaises et non libanaises soient dissoutes et désarmées* » et insiste sur le plein contrôle de l'armée officielle libanaise sur tout le territoire. C'est à dire que la « communauté internationale » appelle en renfort une armée (10.000 militaires) qui n'a pas levé le petit doigt pour protéger ni ses frères libanais, ni les militants du Hezbollah. On est bien loin d'une mission d'aide humanitaire pour le peuple libanais !

Ainsi, sous le couvert de la FINUL, nous assistons, après l'agression et l'occupation israélienne au Liban, à une nouvelle occupation impérialiste du Sud du territoire pour protéger Israël en désarmant la résistance. Mais pour que les travailleurs du monde entier ne

s'indignent pas, une importante campagne de propagande est véhiculée par les médias bourgeois et malheureusement par une partie de la gauche. Il s'agit de présenter l'occupant comme un observateur neutre qui aiderait à reconstruire et développer le pays occupé, ce qui revient finalement à la vieille propagande coloniale qui prétendait « mettre en valeurs » les richesses du pays colonisé.

Contre cette brutale agression contre le peuple libanais, la LIT-QI appelle tous les travailleurs et militants progressistes en Belgique à rejeter la présence militaire de l'armée belge au Liban. Il s'agit de lancer une campagne unitaire de toute la gauche et de tous les militants progressistes pour le retrait des troupes belges du Liban.

¹ Interview flash d'A. Flahaut, <http://www.ps.be>

² Idem

³ Le Soir, 17/10/06

⁴ Le Soir, 18/10/06

⁵ Voir article dans *Le Marxisme Vivant* n°14, Nos accords et nos différences avec le Hezbollah.

⁶ Centre de nouvelles de l'ONU, 19/10/06,

<http://www.un.org/apps/newsFr>

⁷ Idem

Retrait immédiat des troupes belges du Liban !

Rupture de toutes relations de l'Etat belge avec l'état sioniste !

Retrait des troupes impérialistes du Moyen-Orient !

Irak, le cauchemar de l'impérialisme

Le mois d'octobre a été le mois le plus meurtrier pour les troupes de la coalition depuis 2003 avec plus de 100 morts. C'est le résultat de l'intensification de l'action de la résistance contre les troupes occupantes, mais également contre les forces du gouvernement irakien collaborationniste.

De plus, l'armée américaine compte certains cas de rébellion et de désertion. Plus d'un millier de soldats américains ont déserté l'enfer de l'occupation coloniale pour rejoindre le Canada. Lors de la guerre du Vietnam, ce pays a gagné une réputation de « pacifiste » en concédant asile aux déserteurs, mais actuellement il contraind ceux-ci à la clandestinité (*Le Soir*, 10/10/06).

Nous soutenons ces actes courageux de désobéissance et félicitons tous les déserteurs.

Mais nous ne pouvons pas nous limiter à cela. Il est nécessaire de faire une campagne internationale en soutien à la résistance irakienne qui tient tête à l'armée la plus puissante du monde. Il faut également lutter contre la propagande impérialiste qui veut nous faire croire à une situation de guerre civile. S'il est vrai qu'il existe des divisions dans le mouvement de résistance, il est totalement faux de présenter un Irak livré au chaos. Car malgré leurs différences, les groupes armés se retrouvent dans le camp de la lutte acharnée contre les troupes de la Coalition et leurs alliés locaux. Et c'est cette résistance qui protège la population des agressions meurtrières de l'ennemi.

Il est nécessaire que les peuples du monde entourent de leur solidarité la résistance irakienne pour la libération de son territoire.

Campagnes de soutien

Turquie : enseignement en péril !

En Turquie, les enquêtes arbitraires et les sanctions disciplinaires des directions des universités retirent aux étudiants leur droit à l'enseignement. A l'Université d'Istanbul, plus de 800 enquêtes ont été ouvertes pour près de 50 étudiants, et cela, uniquement au deuxième semestre de l'année dernière. Sur les 85 étudiants pour lesquels une enquête a été ouverte, 11 étudiants ne peuvent plus s'inscrire à un établissement scolaire et 28 étudiants seront éloignés de la faculté de un à quatre semestres. Les enquêtes sont en cours dans de nombreuses universités turques. Entendons l'appel de ces étudiants qui subissent des sanctions et qui, finalement sont privés de leur droit à l'enseignement ; entendons l'appel de leurs parents.

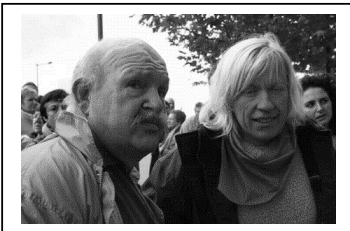
Dans les universités où la liberté d'expression et de pensée n'existent plus du tout, diverses activités qui sont des droits démocratiques, sont prises pour motifs aux enquêtes : coller des affiches, organiser des fêtes, protester les privatisations, lancer des slogans contre le recteur... Nous pensons que les universités doivent être des institutions où la pensée libre et scientifique domine. Nous voulons souligner que l'existence des étudiants qui réfléchissent, qui produisent, qui critiquent et qui luttent pour leur droit est un besoin social.

Nous, les personnes et établissement soussignés, déclarons que nous sommes avec la liberté d'expression et le droit d'organisation des étudiants de Turquie. Nous demandons le retrait des sanctions et l'arrêt immédiat des enquêtes. Tout ce qui nuit au droit à l'enseignement doit disparaître.

Vous pourrez envoyer vos messages de réprobation par mail à

Université d'Istanbul : iubilgi@istanbul.edu.tr

Recteur de l'Université Technique de Yildiz, Prof. Dr. Durul ÖREN : oren@yildiz.edu.tr



Le procès contre Maria Vindevoghel continue. En 2005, Maria, bien connue pour sa bataille contre la liquidation de la Sabena, a été licenciée par Flight Care, alors qu'elle dénonçait les conditions de travail de plus en plus dures. Actuellement, le successeur de Maria comme délégué CSC chez Flight Care est aussi menacé. Maria était tête de liste de la Liste Maria aux élections de 2003, avec Max, chauffeur de Metro (photo), à qui la CSC a retiré arbitrairement la condition de délégué. Une lutte tenace en défense des délégués s'impose.

mercredi 22 novembre - 10 h place Poelart

*

« S'exprimer, s'organiser, contester : ce n'est pas du terrorisme ! »

Tel est le mot d'ordre du Comité pour la liberté d'expression et d'association (Clea). A voir sur <http://perso.wanadoo.fr/clea.be>. Le cas de Bahar Kimyongür est exemplaire à cet égard. Grâce à la mobilisation, Bahar a été libéré, mais le procès contre lui continue.

Tous à Gand le 7 novembre !

Rassemblement dès 8h30 devant la Cour de Gand : Koophandelsplein 23, 9000 Gent
De Bxl : 7 heures à la gare du Midi, côté Fonsny, devant l'accès au quai dix-sept.

*

« Libérez tous les prisonniers, Régularisez tous les sans-papiers ! »

Le 6 juillet, 48 sans-papiers de l'église de Notre Dame Immaculée à Anderlecht ont été brutalement délogés et emprisonnés dans plusieurs centres fermés. Grâce à la mobilisation, beaucoup ont déjà été libérés, mais la mobilisation doit continuer jusqu'à la libération de tous, comme lors de la Marche à St-Gilles le 28 octobre.

Tous les lundis, de 11 h à 12 h devant le CGRA

6, Boulevard du Roi Albert II - Bruxelles (près de la gare du Nord)



Libérez tous les prisonniers politiques